



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-temple

Savigny-le-temple, le 15 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SED ENTREPOTS ED.DUBOIS & FILS

lieu dit les 20 arpents
35 rue de Guivry
77990 Le Mesnil-Amelot

Références : E/24- 0984
Code AIOT : 0006501730

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement SED ENTREPOTS ED.DUBOIS & FILS implanté lieu dit les 20 arpents 35 rue de Guivry 77990 Le Mesnil-Amelot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SED ENTREPOTS ED.DUBOIS & FILS
- lieu dit les 20 arpents 35 rue de Guivry 77990 Le Mesnil-Amelot
- Code AIOT : 0006501730
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une installation classée constituée de 3 bâtiments disposant d'un arrêté préfectoral d'autorisation du n°97 DAE 2 IC 087 du 2 mai 1997 pour des activités d'entrepôts. Actuellement les rubriques ICPE applicables au site sont la rubrique 1510 (entrepôt) au régime de l'enregistrement et la rubrique 2925 (charge de batteries) au régime de la déclaration.

Thèmes de l'inspection :

- risque incendie ;
- vérification de la conformité à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°16/DCSE/IC/017 du 11 février 2016 ;
- vérification de la conformité à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°10 DRIEE 003 du 278 juillet 2010 et à l'arrêté préfectoral d'astreinte journalière n°16/DCSE/IC/018 du 11 février 2016 ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité du système de sprinklage	Arrêté Préfectoral du 11/02/2016, article 1	Astreinte	6 mois
4	étude d'ingénierie sécurité incendie (ISI)	Arrêté Préfectoral du 27/05/2016, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 1.2.1 annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surface des mezzanines	Arrêté Préfectoral du 27/05/2016, article 1	Sans objet
3	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/05/1997, article 1	Sans objet
6	État des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 1.4 annexe II	Sans objet
7	DECI	Arrêté Préfectoral du 02/05/1997, article 6.1	Sans objet
8	DICI	Arrêté Préfectoral du 02/05/1997, article 6.2	Sans objet
9	Modifications	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.8.2	Levée de mise en demeure
11	Évacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14	Sans objet
14	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Sans objet
15	Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas encore mené l'ensemble des actions nécessaires à l'obtention du certificat N1, objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure datant de 2010 et d'un arrêté préfectoral portant la société SED redevable d'une astreinte journalière datant du 11 février 2016.

Par ailleurs, l'exploitant a mené les actions nécessaires au respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°16/DCSE/IC/017 du 11 février 2016 et de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2016/DRIEE/UT77/052 du 27 mai 2016.

La visite a permis de constater un suivi attentif du site même si plusieurs points nécessitent la transmission de justificatifs complémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité du système de sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2016, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité du système de sprinklage
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral n°16/DCSE/IC/018 du 11 février 2016 rendant la société SeD redevable d'une astreinte administrative d'un montant journalier de 300 € : "Conformément aux dispositions de l'article L.171-8-II-4 du Code de l'environnement, la Société des Entrepôts et de Distributions (SED) est rendue redevable, pour son site situé 35 rue de Guivry ZA du Gué sur le territoire de la commune du MESNIL-AMELOT (77990), d'une astreinte administrative journalière de 300 euros jusqu'au respect des dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°10 DRIEE 003 du 28 juillet 2010." Arrêté préfectoral de mise en demeure n°10 DRIEE 003 du 28 juillet 2010, article 6 : " La Société des Entrepôts et de Distributions (SED) est mise en demeure, pour son établissement situé Immeuble le Grand Roissy, ZA du Gué - 35 rue de Guivry au MESNIL-AMELOT (77990), de respecter l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral n°97 DAE 2 IC 087 du 2 mai 1997 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté : "La défense intérieure contre l'incendie sera assurée au moyen : - [...] d'une installation d'extinction automatique à eau pulvérisée conforme à la règle R1 de l'APSAD. [...]"
Constats : L'exploitant transmis par courriel du 8 février 2024 le rapport édité le 30 mai 2023 par le CNPP concernant la vérification de conformité du système d'extinction automatique. Ce rapport conclut que le système est hydrauliquement apte modulo la prise en compte de la réserve n°30 (essai du GMPD B1 à réaliser) et que le certificat N1 pourra être délivré après la levée des réserves. Le rapport indique 24 réserves dont la levée conditionnent l'obtention du certificat N1.

L'exploitant a également transmis un tableau d'avancement de levée de réserves du CNPP. Celui-ci comporte 8 réserves qui n'ont pas été levées. Il a expliqué qu'une des réserves fait l'objet d'une demande de dérogation auprès du CNPP car la levée remettrait en cause le système de filoguidage actuellement installé sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Surface des mezzanines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2016, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Justification de la surface des mezzanines

Prescription contrôlée :

La société SED, pour son entrepôt sis 35 rue de Guivry au MESNIL-AMELOT (77 990), est autorisée à exploiter des mezzanines au sein du bâtiment A, au niveau des cellules 3 et 4, sous réserve :

- que la surface projetée au sol de chaque mezzanine soit inférieure ou égale à 85 % de la surface de la cellule pour les stockages de textile et à 50 % pour les autres types de stockages;
- que les mezzanines soient conformes aux conclusions de l'étude ISI mentionnée à l'article 2 et dans le délai prévu à l'article 3.

Le rapport d'un géomètre expert, justifiant que la projection au sol de la surface de chaque mezzanine est inférieure ou égale à 50 % ou 85 % de la surface au sol de la-dite cellule, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Par courriel du 3 avril 2024, l'exploitant a transmis un rapport de la société Efectis daté du 30 novembre 2017, concernant la "Mise en conformité des plateformes existantes sur le site de JENNYFER", un plan de la mezzanine de la cellule 3 du bâtiment A et une attestation de réalisation des travaux sur les mezzanines des cellules 3 et 4 du bâtiment A occupé par la société JENNYFER. Ces éléments permettent de montrer la conformité du site l'article 1 de l'arrêté de prescriptions complémentaires n°2016/DRIEE/UT77/052 du 27 mai 2016.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/1997, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour

Prescription contrôlée :

La société est autorisée selon les rubriques suivantes :

1510-1 au régime de l' enregistrement : Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des

entrepôts étant supérieur ou égal à 100 000 m³

Volume de l'entrepôt : 618 000 m³ réservé au stockage de produits de grande consommation :

- bâtiment A : 19 400 m² recoupés en 4 cellules de 4 500 m² et 5 200 m² ;
- bâtiment B : 15 700 m² recoupés en 3 cellules de 4 500 m², 5 200 m² et 6 000 m² ;
- bâtiment C : 14 500 m² recoupés en 3 cellules de 4 500 m², 4 500 m² et 6 000 m².

2925 au régime de la déclaration : Accumulateurs (ateliers de charge d')

La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW – Puissance déclarée : 110 kW

2910 non classé : Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.

A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...] Puissance thermique nominale de l'installation supérieure à 2 MW

Puissance thermique : 0,7 MW. Pas de chaufferie sur site, le chauffage des cellules de l'entrepôt est réalisé par des aérothermes gaz suspendus.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 4 octobre 2021, il a été constaté la présence de liquides inflammables (parfums de marque "Play") sur la mezzanine en cellule A4. L'exploitant avait confirmé lors de la visite la présence de 9 tonnes (seuil DC 50T) de liquides inflammables de catégorie 3, susceptibles de relever de la rubrique 4331. La visite du 28 mars 2024 a permis de constater l'absence de ces produits. La société JENNYFER a expliqué que ces stockages étaient liés à un événement ponctuel de la marque qui n'a pas vocation à se reproduire.

Concernant les autres rubriques de classement, il n'a pas été mentionné de modification suite à la dernière inspection. En conséquence, le site reste classé au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 (entrepôt) et au régime de la déclaration selon la rubrique 2925 (Charge de batteries). L'ensemble du site reste soumis à l'arrêté d'autorisation n° 97 DAE 2 IC 087 du 2 mai 1997.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : étude d'ingénierie sécurité incendie (ISI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2016, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Mezzanine A3 et A4

Prescription contrôlée :

La société SED, pour son entrepôt sis 35 rue de Guivry au MESNIL-AMELOT (77990), est tenu de faire réaliser, dans un délai n'excédant pas un mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude d'ingénierie sécurité incendie (ISI).

Cette étude doit traiter notamment :

- du comportement au feu de la mezzanine afin de déterminer la compatibilité de la cinétique de feu avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et les performance de l'installation de protection incendie, en tenant compte des aménagements des cellules (convois,

voies formant cul-de-sac...) et des dispositions constructives de la mezzanine ;
 - du comportement au feu de la structure de la mezzanine afin que sa ruine n'entraîne pas la ruine ou la détérioration de la structure du bâtiment, des murs (voire des murs coupe-feu), ni la ruine en chaîne du bâtiment, ni un effondrement vers l'extérieur ;
 - des problématiques de désenfumage liées à l'évacuation du personnel, en tenant compte des aménagements des cellules (convois, voies formant cul-de-sac...) et des dispositions constructives de la mezzanine.

Constats :

Par courriel du 3 avril 2024, l'exploitant a bien transmis une étude ingénierie sécurité incendie (ISI) effectuée par la société Efectis pour les mezzanines dans les cellules A3 et A4. Cette étude datée du 30 novembre 2017 avait pour objectif de se conformer à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2016/DRIEE/UT77/052 du 27 mai 2016. En conclusion, ce document indique que "les exigences réglementaires qui portent d'une part sur la cinétique de l'incendie et d'autre part sur le comportement au feu de la structure ne sont pas satisfaites" et que la société Efectis propose "des solutions de renforcement et de protection" pour répondre à ces exigences.

Les documents transmis répondent à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2016/DRIEE/UT77/052 du 27 mai 2016 mais ne permettent pas de savoir si les travaux de renforcement et de protection proposés par la société Efectis ont bien été réalisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 1.2.1 annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour

Prescription contrôlée :

Pour les installations soumises à autorisation, l'étude de dangers, ou sa mise à jour postérieure au 1er janvier 2023, mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants et bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.

Constats :

L'exploitant a mandaté la société SOCOTEC pour réaliser son étude de dangers actualisée. La société devait effectuer une visite du site le 4 avril 2024. L'exploitant a indiqué que l'étude de dangers devrait être disponible dans 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 1.4 annexe II

Thème(s) : Risques chroniques, État des matières stockées

Prescription contrôlée :

I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

« 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

« 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

« Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

« Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

« L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

« L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a présenté un état des stocks conforme lors de la visite qu'il a également transmis par courriel du 3 avril 2024. La date de la dernière mise à jour est conforme pour l'ensemble des cellules du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : DECI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/1997, article 6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie

Prescription contrôlée :

Le réseau d'alimentation de l'établissement devra être capable de fournir le débit nécessaire pour alimenter dès le début de l'incendie les robinets d'incendie armés.

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par des poteaux d'incendie situés sur la voie publique. Quatre d'entre eux devront assurer un débit simultané de 240 m³/h.

Par ailleurs, une réserve d'incendie d'un volume de 500 m³ située dans l'enceinte du site complètera la défense extérieure contre l'incendie. Ce bassin sera desservi par trois plates formes d'aspiration.

Constats :

Par courriel du 3 avril 2024, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des poteaux incendie réalisé par la société AXIMA et daté du 9 juin 2023. Un test des poteaux privés du site y est présenté à la fois de façon individuelle et simultanée sur les trois poteaux incendie. Les résultats sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : DICI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/1997, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, défense intérieure contre l'incendie
Prescription contrôlée : La défense intérieure contre l'incendie sera assurée au moyen : - de RIA de DN 40 mm sur tambour à alimentation axiale conformes aux normes NFS 61-201 et 62-201 placés près des accès et de façon que tout point des locaux puisse être atteint par le croisement de deux jets de lance. [...] - d'extincteurs à eau pulvérisée d'une capacité de 6 litres minimum judicieusement répartis à l'intérieur des bureaux ; - d'une installation d'extinction automatique à eau pulvérisée conforme à la règle R1 de l'APSAD ; - deux bâches à eau d'une capacité unitaire de 400 m ³ associées à un groupe motopompe diesel (dont la capacité permet d'assurer le débit de la surface impliquée la plus défavorisée pendant 90 mins.
Constats : Lors de la visite sur site et après étude des documents transmis par courriel du 3 avril 2024, le site dispose bien des équipements RIA et extincteurs nécessaires à sa défense intérieure contre l'incendie. En complément, le site dispose d'un système de sprinklage entretenu selon la règle R1 de l'APSAD et les bâches disposent d'un groupe monopompe dont l'entretien annuel a été effectué le 9 novembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.8.2
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration en application de l'article R. 512-54.
Constats : En réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°16/DCSE/IC/017 du 11 février 2016, l'exploitant a réalisé un porter à connaissance daté du 13 décembre 2017 et transmis par courriel du 19 janvier 2018. Les modifications de l'installation vis-à-vis de son arrêté d'autorisation, présentées dans le document sont : - l'absence d'installation d'une chaufferie ; - la mise en place de mezzanine dans les cellules 3 et 4 du bâtiment A conformes aux dispositions

de l'arrêté de prescription complémentaire n°2016/DRIEE/UT77/052 du 27 mai 2016 ;
- la mise en place d'une surface de stockage de 15 000 pièces de textile sur cintre au sein de la cellule 3 du bâtiment A.

Les éléments présentés ont fait l'objet de traitement durant les inspections qui ont eu lieu depuis 2017. Le porter à connaissance répond à la prescription de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°16/DCSE/IC/017 du 11 février 2016.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

[...]

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

[...]

Constats :

Par courriel du 21 mars 2024, l'exploitant a transmis :

- le rapport de maintenance du désenfumage des bâtiments A, B et C, réalisé par la société SOPRASSISTANCE et daté du 30 octobre 2023. Le rapport mentionne plusieurs dysfonctionnements sur les 3 bâtiments notamment de fuite et des vérins hors service. Par courriel du 3 avril 2024, l'exploitant a transmis le devis de la société SOPRASSISTANCE daté du 2 novembre 2023 et la facture d'acompte datée du 11 mars 2024 ;
- Le compte rendu de vérification des portes coupe-feu effectué par la société MIP le 11 mars 2024 qui indique que 10 portes sont non conformes (sur un total de 57) et que des traces de rouille sont observées en partie inférieure sur 4 portes du bâtiment C. En complément, l'exploitant a transmis le devis, non-signé, de la société MIP daté du 18 mars 2024 ;
- le rapport de vérification des extincteurs effectué par la société ABAFLAM sarl le 11 décembre 2023 sur 145 extincteurs des bâtiments B et C ;
- le rapport de vérification des extincteurs effectué par la société ABAFLAM sarl le 22 février 2024 sur les 19 extincteurs du bâtiment Le Grand Roissy ;
- le compte rendu de vérification Q4 réalisé par PROMAT SECURITE et daté du 17 janvier 2024 pour les cellules occupées par la société JENNYFER. Ce rapport indique que l'installation présente des point de non-conformité car elle dispose d'extincteurs de plus de 10 ans ou réformés. Par courriel du 3 avril 2024, l'exploitant a transmis le devis émis le 19 janvier 2024 par la société PROMAT SECURITE et le bon de commande daté du 19 mars 2024 pour la mise en conformité de ce point ;
- Le rapport de la société AXIMA sur la vérification des installations de RIA-PIA daté du 21 septembre 2023 et la feuille d'intervention de la société AXIMA datée du 23 novembre 2023

visant à mettre en conformité les RIA objets de non-conformités ;

- le rapport de vérification de la société AXIMA du réseau sprinkler extérieur anti-gel daté du 8 juin 2023 et présentant quelques non-conformités. Par courriel du 3 avril 2024, l'exploitant a transmis les feuilles d'intervention de la société AXIMA datées des 27 octobre 2023, 13 février et 26 mars 2024 permettant la levée des non-conformités ;
- le rapport d'entretien annuel des GMPD (groupes motopompes) daté du 9 novembre 2023 ;
- un rapport de visite d'entretien triennale des 24 postes sprinklage daté du 30 septembre 2022 et effectué par la société AXIMA ;
- le rapport d'entretien réalisé par la société SOLGER et daté du 9 novembre 2023 des deux groupes motopompes B1 et B2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Évacuation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Exercice d'évacuation

Prescription contrôlée :

[...]

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.

Constats :

Par courriel du 3 avril 2024, l'exploitant a transmis les rapports relatifs aux exercices d'évacuation effectués le 9 janvier 2024 dans l'ensemble des bâtiments. Ces exercices ont permis de constater qu'un déclencheur manuel de la cellule 3 du bâtiment C était hors service. L'exploitant a transmis le bon de commande daté du 11 mars 2024 et le devis associé relatif à la remise en conformité de ce déclencheur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du Code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

[...]

Constats :

Par courriel du 21 mars 2024, l'exploitant a transmis :

- le certificat Q18 du bâtiment A (locataire enseigne Jennyfer) réalisé par SOCOTEC et daté du 15 décembre 2023 et qui indique que l'installation électrique « ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion » ;
- les rapports du bureau de contrôle Qualiconsult (contenant le Q18) pour les bâtiments B (13 non-conformités) et C (28 non-conformités), datés du 3 octobre 2023 qui précisent que les installations électriques « peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion ». Par courriel du 3 avril 2024, l'exploitant a transmis les devis, non-signés, de la société MTMS datés du 20 mars 2024 visant à répondre aux observations du Q18 ;
- les rapports du bureau de contrôle Qualiconsult (contenant le Q18) pour les bâtiments « BUREAUTIQUE, GESTION » et « Poste de Garde », datés du 3 octobre 2023 qui précisent que les installations électriques ne présentent pas de risque.

L'exploitant a également transmis une étude thermographique par infrarouge (Dossier : 270923PB) daté du 27 septembre 2023 qui ne mentionne pas de remarque. Les certificats Q19 n'ont pas été fournis sauf pour les cellules occupées par la société JENNYFER. Le Q19 de la société JENNYFER indique que "les installations électriques sont entretenues et ne présentent pas de risques particuliers d'incendie".

La société SED a également transmis le compte rendu de maintenance des transformateurs haute tension réalisé par la société MTMS et daté du 18 octobre 2023 et les rapports d'analyse des différents bâtiments. Le document indique que le transformateur du bâtiment B doit faire l'objet d'une surveillance lors de l'intervention qui aura lieu en 2024 car elle présente des traces de gaz dissous.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

[...]

L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

[...]

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'une étude sur le sujet a été relancée auprès du bureau d'études 1G Foudre pour la réalisation d'une étude complète.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Complétude du plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

[...]

Le plan de défense incendie comprend :

- « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- « - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; »
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- « - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- « - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- « - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- « - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- « - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

[...]

« Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

« - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;

« - les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.

Constats :

Par courriel du 3 avril 2024, l'exploitant a transmis son POI, mis à jour en février 2023. Celui-ci reprend l'ensemble des informations attendues.

L'exploitant doit cependant prévoir une fiche avec les numéros à contacter lors d'incident se déroulant hors heures ouvrées.

En complément de son POI, l'exploitant a transmis le compte rendu du dernier exercice POI qu'il a effectué le 30 juin 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Surveillance et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Existence d'une surveillance

Prescription contrôlée :

En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible.

Constats :

Le site dispose de deux postes de gardiennage occupés en dehors des heures travaillées. Par ailleurs, un réseau caméra de surveillance est installé sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite